

André Comte-Sponville/Francis Wolff. Préférons-nous la santé à la liberté ?

Mis à jour le 13/05/2020



Près de Saint-Pétersbourg (Russie), le 8 mars 2020, de jeunes étudiants en médecine russes sont placés en quarantaine. © Peter Kovalev/Tass/Sipa USA/Sipa

Le philosophe André Comte-Sponville a brisé l'unanimité de l'opinion sur la crise du Covid-19 en relativisant sa gravité, pointant le risque que le confinement faisait peser sur l'économie et sur les libertés, et soutenant que la vie des jeunes est plus précieuse que celle des personnes âgées. Le philosophe Francis Wolff voit au contraire dans la réaction de l'humanité à cette épreuve le signe d'un progrès politique et moral. Nous avons proposé à ces deux amis de croiser le fer. Une discussion essentielle publiée initialement en version réduite sur le site et que nous livrons ici dans sa forme intégrale.

ANDRÉ COMTE-SPONVILLE

Maître de conférences à la Sorbonne jusqu'en 1998, il a contribué à élargir l'audience de la philosophie avec le Petit Traité des grandes vertus (PUF, 1995) ou le Traité du désespoir et de la béatitude (2 tomes ; PUF, 1984, 1988). Fin lecteur d'Épicure et de Montaigne, il inscrit sa réflexion dans le courant du matérialisme philosophique, qu'il cherche à réconcilier avec une vie spirituelle (sans Dieu). Il a siégé au Comité consultatif national d'éthique et a récemment fait paraître C'est chose tendre que la vie (avec François L'Yvonnet, Albin Michel, 2015), un recueil d'entretiens qui retrace sa biographie intellectuelle. Un numéro des Cahiers de L'Herne qui lui est consacré a paru début 2020.

FRANCIS WOLFF

Professeur émérite à l'École normale supérieure de Paris, ce spécialiste de philosophie antique défend un propre de l'homme, en tant qu'être de langage capable de « dire le monde » à autrui de manière objective. Auteur de Notre humanité. D'Aristote aux neurosciences (Fayard, 2010), c'est aussi un passionné de musique qui a cherché à cerner l'essence de cet art dans Pourquoi la musique ? (Fayard, 2015). Dans Trois Utopies contemporaines (Fayard, 2017), il propose de relancer la perspective utopique autour de la redéfinition d'un « nous », à la fois humaniste et cosmopolite. Une réflexion prolongée dans son dernier essai, Plaidoyer pour l'universel. Fonder l'humanisme (Fayard, 2019)

Publié dans



Juin 2020

Dans un texte publié à la veille de la Révolution française, Emmanuel Kant affirmait que la pensée n'est pas une compétence solitaire que chacun conserve par-devers soi en dépit des restrictions que lui impose un pouvoir supérieur ou des circonstances exceptionnelles. « *Quelles seraient l'ampleur et la justesse de notre pensée*, affirmait Kant, *si nous ne pensions pas en quelque sorte en communauté avec d'autres à qui nous communiquerions nos pensées et qui nous communiqueraient les leurs* » (*Qu'est-ce que s'orienter dans la pensée ?*). L'usage public de la raison est la seule boussole dont nous disposons pour nous orienter en temps de crise. Cette conviction, née avec les Lumières, est au cœur de la discussion que vous vous apprêtez à lire. Quelques jours après l'arrivée de la pandémie du Covid-19 en France et la décision du président de la République de placer le pays en confinement, **André Comte-Sponville**, sans remettre en question la légitimité de cette décision, brisait l'unanimité de l'opinion en avançant **quatre convictions fortes** : **cette épidémie n'est pas aussi grave qu'on le craint ; les conséquences économiques risquent, elles, d'être redoutables, en particulier pour les jeunes ; le souci de la santé ne doit pas supplanter celui de la liberté ; enfin, la vie des personnes âgées, dont la sienne propre, n'a pas autant de valeur que celle des jeunes générations**. Cette intervention a marqué les esprits et a valu au philosophe d'être interrogé à de nombreuses reprises, réaffirmant chaque fois sa position. Mais, étrangement, alors qu'elle prenait à revers les données factuelles et les principes éthiques au fondement de la politique adoptée par la plupart des gouvernements et du consentement des peuples, elle n'a fait l'objet d'aucune discussion publique, contradictoire et argumentée. Il nous est apparu essentiel que ce débat ait lieu. Et nous avons sollicité à cet effet Francis Wolff, qui voit dans la réaction collective face au Covid un progrès politique et moral de l'humanité. **André Comte-Sponville est un philosophe matérialiste athée, proche de Montaigne et de Spinoza, là où Francis Wolff est un humaniste utopiste et cosmopolite**, qui s'inspire d'Aristote et de Kant. S'ils appartiennent à

des horizons philosophiques distincts, ce sont aussi des amis de longue date qui se lisent et s'apprécient. Est-ce en vertu de cette accointance que leur confrontation, fruit de plusieurs heures d'échanges, est à la fois précise, nuancée et profonde ? Cet exercice public de la raison devrait en tout cas permettre à chacun de se faire, comme disait Kant, **une idée « plus juste » et « plus ample » de la situation.**

Francis Wolff : Comme nombre de Français, j'ai réagi à l'arrivée de ce virus avec une certaine insouciance. J'avais un voyage programmé à Valence en Espagne, à l'occasion de fêtes annuelles qui réunissent des centaines de milliers de personnes dans les rues, et, alors même que l'Espagne était déjà touchée par l'épidémie, j'étais persuadé qu'il serait maintenu. À l'École normale, dont le directeur était déjà atteint par le virus, nous commençons à appliquer vaguement les mesures de distanciation sociale. Tout a changé le 12 mars avec le discours d'Emmanuel Macron. Cela a été un choc. Mon sentiment a alors basculé, je me suis dit : la chose est sérieuse, toute l'Europe va être touchée. Et, de fait, tout a basculé. Macron a fermé les écoles et maintenu les élections, sous la pression des oppositions. Ce qui a rendu l'opinion à la fois sidérée et incrédule. Et nécessité une dramatisation quelques jours plus tard. Mais, dans ces circonstances, quoi que le pouvoir décide, il lui est reproché d'en faire trop ou pas assez...

André Comte-Sponville : J'étais moi aussi assez serein. On parlait de 3 200 morts en Chine, où il meurt plus de 9 millions de personnes chaque année. Cela ne bouleversait pas le taux de mortalité ! Puis je me souvenais de l'épidémie de SRAS, en 2003, qui avait été assez vite jugulée... Le confinement m'a donc surpris, même si je l'ai tout de suite pris au sérieux. Vu le prix que cela allait coûter, je me doutais bien que nos gouvernants avaient, pour l'imposer, de très fortes raisons sanitaires. Je le pense toujours.

F. W. : La réaction de nombre d'intellectuels m'a agacé. Ils donnaient l'impression d'être revenus plusieurs siècles en arrière, lorsque

l'Occident, en proie aux grandes épidémies, y voyait le signe d'un châtement religieux. On n'invoquait plus Dieu ou le Diable, mais **la Nature qui se vengeait parce que nous l'avions trop malmenée**, l'exploitation animale ou **le monstre néolibéral**... L'homme était coupable de se prendre pour le maître du monde, il fallait faire pénitence. Pendant que les intellectuels se livraient à ces appropriations idéologiques de l'événement, dans le monde entier, les scientifiques – médecins, épidémiologistes, mathématiciens – cherchaient à reconstituer le plus soigneusement possible les chaînes de causalité du virus. Ce décalage entre les intellectuels qui (comme les complotistes) cherchaient à tout prix un sens global au Mal et l'attitude des scientifiques qui mettaient à jour rationnellement les causes des maux réels m'a frappé.

A. C-S. : Ce qui m'a gêné, c'est surtout la peur qui s'était emparée des médias et de l'opinion. Tous ne parlaient que de « cauchemar » et de « peur au ventre » ! J'ai beau être un anxieux, **je n'ai jamais ressenti cette peur**. Les experts évaluaient le taux de létalité du Covid-19 à 0,6 ou 0,7 %. Même si ce taux est un peu plus élevé pour les gens de mon âge, je crains bien plus d'avoir un cancer, un AVC ou la maladie d'Alzheimer (mon père en est mort, après des années d'horreur, ma belle-mère vient d'en mourir, dans un Ehpad) que d'attraper le Covid-19 ! Il y a plus de 600 000 morts par an en France, dont 150 000 meurent de cancer. **En quoi les 22 000 morts du Covid méritent-ils davantage notre compassion que les 600 000 autres ?** Il y a chaque année, en France, 225 000 nouveaux cas d'Alzheimer. Taux de guérison : 0 %. **Taux de guérison du Covid : 99 %**. Qu'est-ce qui est le plus effrayant ? Sans parler des 9 millions d'êtres humains (dont 3 millions d'enfants) qui meurent chaque année de malnutrition ! À côté de ces réalités, **l'affolement médiatique** autour de cette pandémie m'a souvent paru démesuré, voire obscène. On ne parlait plus que de ça ! Tout le reste était oublié, y compris le réchauffement climatique, qui fera beaucoup plus de morts ! J'ai voulu calmer le jeu, en rappelant qu'il y avait des choses beaucoup plus graves, dans le monde et dans la vie, que le Covid-19.

F. W. : C'est juste. Sauf que tout le problème du Covid-19 tient à l'écart entre le risque individuel, faible, et l'enjeu de santé publique, monumental.

A. C.-S. : Exactement ! La même maladie, qui est individuellement peu redoutable, pouvait faire 300 000 morts dans notre pays, ce qui eût été une catastrophe sanitaire ! C'est pourquoi j'ai toujours dit qu'il fallait respecter le confinement. Mais, du même coup, il devenait très improbable que l'hécatombe annoncée se réalise. L'un de mes amis, philosophe de renom, m'écrivait qu'il y aurait bientôt, en France comme en Italie, « plus de 40 000 morts par jour ». C'était ça, le climat de l'époque ! Chacun sait aujourd'hui que le nombre de morts dans nos pays, même considérable, s'est assez vite stabilisé avant de baisser lentement. La France, à l'heure où nous faisons cet entretien, en est à **25 000 décès. C'est bien trop, mais ça n'a rien à voir avec l'hécatombe redoutée.**

F. W. : Ce raisonnement se fixe sur le nombre de morts. Or, à mon sens, ce n'est pas le nombre de morts qui a effrayé, c'est l'idée d'une maladie qui progresse de manière exponentielle et risque de faire exploser les systèmes de santé. Avec pour conséquence des milliers de personnes privées de soin, mourant dans la rue, comme en Inde aujourd'hui. Quelle idée pouvons-nous nous faire de nous-mêmes si nous laissons les personnes âgées mourir ainsi ? Si l'on s'est fixé sur la courbe de l'épidémie, ce n'était pas pour réduire le nombre total de morts – qui, au final, s'il y a, ce qui est probable, une deuxième ou une troisième vague, sera assez proche de celui qu'on aurait obtenu sans confinement. **Non, il s'agissait d'éviter une mort inhumaine.**

A. C.-S. : Je n'ai jamais dit qu'il fallait laisser les vieux mourir sans soins ! **Simplement que je me faisais davantage de souci pour l'avenir de mes enfants que pour ma santé de presque septuagénaire.** Le confinement allait forcément avoir au moins deux conséquences très lourdes : une crise économique considérable, peut-être sans

précédent (encore plus grave, disent de nombreux économistes, que celle de 1929 !), et une réduction elle aussi sans précédent, en temps de paix et en démocratie, de nos libertés. Aussi m'étonnais-je que, sur nos écrans de télévision, on n'entende plus guère que des médecins : comme si la santé devenait la seule préoccupation ! **Je crains que les conséquences économiques du confinement ne fassent plus de morts, spécialement dans les pays pauvres, que le Covid-19.** Et je ne suis pas prêt à accepter une prolongation indéterminée du confinement pour les plus de 65 ou de 70 ans, lesquels ne sont pas plus contagieux que les autres mais simplement plus fragiles. M'enfermer pour mon bien ? Non merci !

F. W. : L'Occident se distingue du reste du monde par le fait que nous vivons dans des sociétés assurancielles, dans lesquelles les grands risques liés à la maladie, au chômage, à la retraite sont apaisés, en étant mutualisés. Or la singularité de cette épidémie c'est que, en dehors de la Chine – qui est un cas à part –, elle a touché l'Europe et l'Amérique qui sont des sociétés assurancielles. Elle a fait naître une profonde inquiétude sur la pérennité de ce système.

A. C-S. : Sauf que la mort, à l'échelle individuelle, est sans compensation possible, donc non mutualisable. La mort, en tant que telle, n'est ni un risque (on mourra de toute façon) ni une maladie : il est normal, et non pathologique, de mourir un jour. Montaigne l'a dit en une phrase : « *Tu ne meurs pas de ce que tu es malade, tu meurs de ce que tu es vivant.* » Avec le Covid, **on avait le sentiment que les journalistes découvraient que nous sommes mortels.** Tu parles d'un scoop ! Si on avait davantage conscience que la mort fait partie de la vie, on s'affolerait moins dès que la mort se rappelle spectaculairement à nous.

F. W. : Avons-nous eu raison de réagir comme nous l'avons fait ? En philosophie, on oppose deux attitudes éthiques : l'attitude conséquentialiste, qui calcule les conséquences de l'action, et l'attitude déontologique, qui se fonde sur le respect des principes.

Elles ont orienté les deux stratégies envisagées face au Covid, celle dite de l'« immunité collective » et celle du confinement. Dans la première, il s'agissait de laisser se développer l'épidémie, en tablant sur le fait qu'en l'absence de vaccin, le nombre de morts serait le même quoi qu'on fasse. Autant atteindre au plus vite les 60 % d'immunité collective, au lieu de prendre des mesures de confinement qui risquaient de paralyser l'économie, de créer un chômage de masse et des famines – des maux pires que le remède. La seconde stratégie se fondait sur le devoir de sauver toutes les vies possibles. Difficile de savoir *a priori* laquelle était la plus rationnelle. Chacune avait des arguments. Il se trouve que, partout dans le monde, l'option déontologique l'a emporté, y compris et, en premier lieu, en Chine. Après avoir nié la gravité de l'épidémie, le régime a mis en place une discipline draconienne pour protéger sa population. Or, personne ne l'a remarqué, mais cela constitue un renversement total par rapport à la manière dont le régime chinois avait pu se comporter par le passé avec sa population. Qu'on pense au « Grand bond en avant » de Mao – 50 millions de morts entre 1958 et 1960 –, à la Révolution culturelle [1966-1976] ou à la répression sur la place Tian'anmen [1989]. Pourquoi **la Chine** a-t-elle choisi une voie plus « humaniste » ? Selon moi, la réponse tient en un mot : « mondialisation ». Une mondialisation non seulement économique – elle a sorti de la misère des millions de Chinois – mais aussi politique – elle implique le souci du monde – et morale – elle implique **l'adoption du principe libéral de la protection des individus**. À partir du moment où la Chine choisissait cette stratégie, elle s'imposait à tous. Mais la mondialisation a deux faces : une face réaliste, avec la démultiplication des échanges et des inégalités, et une face utopique avec la prise de conscience que nous formons une seule humanité. L'issue du déconfinement dépendra de celle qui l'emportera. Mon diagnostic est qu'en l'absence de vaccin, on ne peut s'en sortir qu'en coordonnant à l'échelle mondiale les politiques de déconfinement. Puisqu'on a adopté la voie « humaniste » du confinement, il faudrait se déconfiner de façon « humaniste », c'est-à-dire tous ensemble. Malheureusement, on n'y arrivera pas, comme on le voit déjà en

Europe, où chacun cherche à sortir à son rythme, ce qui ne manquera pas d'entraîner de nouvelles vagues qui mettront par terre les résultats obtenus grâce au confinement. La voie utopique de la coordination serait finalement la seule voie réaliste pour s'en sortir. Et pourtant, il est peu probable qu'elle l'emporte.

A. C.-S. : Je nuancerai ce schéma. Le conséquentialisme peut aussi être humaniste, et l'éthique déontologique ne fait pas l'impasse sur les conséquences ! Si les gouvernements démocratiques ont pris des mesures de confinement, c'est aussi en tenant compte des conséquences politiques : leurs électeurs ne leur auraient pas pardonné de ne compter que sur l'immunisation collective, en laissant des milliers de gens mourir sans soin ! Il est vrai que même un État totalitaire comme la Chine est désormais obligé de prendre en compte la dimension humaniste. Cependant, il apparaît aussi que nos sociétés démocratiques sont prêtes à limiter drastiquement les libertés pour des raisons sanitaires. Tant mieux pour la Chine. Tant pis pour nous ? Je n'irai pas jusque-là. Mais ce n'est pas une raison pour considérer que l'on peut sacrifier indéfiniment la liberté à la santé. Enfin, j'ajouterai que l'éthique des vertus (la justice, la prudence, le courage, l'amour...) me paraît souvent plus opératoire que les seuls devoirs ou les seules conséquences. Et le courage, c'est parfois d'aller contre l'opinion dominante...

F. W. : Mais que fallait-il faire au final ? Notre réaction face au Covid a-t-elle été juste ? Et le confinement, un bienfait ou une erreur ?

A. C.-S. : Personne ne le sait ! La seule « immunisation collective » était impraticable. Mais qui peut savoir quelle était la meilleure décision : un confinement strict, comme en France, un confinement plus souple, comme en Allemagne, un demi-confinement, comme en Suisse, ou pas de confinement du tout, avec un appel à la responsabilité individuelle et à la distanciation sociale, comme en Suède ? On ne le saura qu'après coup, quand on pourra prendre en compte toutes les données, le nombre des morts, bien sûr, mais aussi

les retombées économiques, sociales, humaines, parfois dramatiques... Ce qui m'inquiète, c'est qu'à force de faire montre d'humanisme, on en vient à oublier les nécessités de l'économie et des rapports de force. Si l'on compte sur la morale pour faire reculer la misère, *a fortiori* si l'on n'a que la bienveillance à opposer à Trump, à Poutine, à Bolsonaro et à Xi Jinping, on est mal parti !

F. W. : C'est là où nous divergeons. De mon point de vue, la réaction mondiale face à la pandémie est le signe **d'un progrès moral de l'humanité doublé d'un bouleversement philosophique**. Pour notre génération, l'humanisme était considéré comme le grand ennemi philosophique, alors qu'il était galvaudé dans l'opinion publique. À quoi s'ajoute, depuis une vingtaine d'années, la montée en puissance de mouvements animalistes et antispécistes, qui considèrent que l'humanisme est à l'origine de l'exploitation effrénée de la nature et qu'il faudrait intégrer les animaux, sans distinction d'espèces, dans la communauté morale. Dans cette configuration, je soutiens depuis longtemps, et de manière un peu solitaire, une position résolument humaniste. Elle tient en trois thèses : l'humanité est une communauté morale ; elle est la source de toute valeur – alors que la nature n'a qu'une valeur extrinsèque ; enfin, tous les êtres humains ont une égale valeur. Or il me semble que, dans la réaction de l'humanité face à cette épidémie, ces trois thèses l'ont emporté sur l'antihumanisme dominant. **Que plus de la moitié de l'humanité accepte de se confiner pour sauver un petit nombre de vies, notamment les moins productives, c'est l'affirmation en acte que nous formons une communauté éthique.** Qu'il faille sauver non pas la vie en général mais celle de l'homme contre d'autres formes de vie, comme celle des virus, **c'est le signe que l'humanité est la seule source de valeur.** Enfin, qu'il faille sauver les vieillards aussi bien que les jeunes adolescents, c'est l'affirmation que tous les êtres humains ont une valeur égale.

A. C.-S. : J'ai toujours tenté d'articuler l'« *antihumanisme théorique* », comme disait Althusser, et l'humanisme pratique. C'était déjà la position de Spinoza : « *L'homme n'est pas un empire dans un*

empire » (il fait partie de la nature), mais « *il n’y a rien qui soit plus utile à l’homme qu’un homme vivant sous la conduite de la raison* », si bien que l’on a pu dire, ajoute Spinoza, que « *l’homme est un Dieu pour l’homme* » ... Mais je suis d’accord : nous vivons sans doute l’époque la plus morale – ou la moins immorale – que l’humanité ait connue. Tant mieux ! Cela ne dispense pas de tenir compte des conséquences. Sacrifier la santé à la rentabilité ? Il n’en est pas question ! Mais pas question non plus de sacrifier l’économie à la santé : on meurt plus vite de faim que de maladie ! La médecine coûte cher. Elle a donc besoin d’une économie performante... Le confinement vise surtout à protéger les plus âgés – la moyenne d’âge des morts du Covid-19 est de 81 ans – , tandis que les conséquences économiques pèseront surtout sur les jeunes. Cela ne peut pas satisfaire le père de famille que je suis ! Quant à l’humanisme, il postule que tous les êtres humains sont égaux en droits et en dignité. Mais on ne me fera jamais dire qu’ils sont égaux en fait et en valeur, ni que toutes les vies se valent (la vie d’un héros, comme Cavallès, vaut plus et mieux que la vie d’un salaud, comme Klaus Barbie). Surtout, toutes les morts ne se valent pas : il est plus triste de mourir à 20 ou 30 ans qu’à 68 – mon âge – ou 90 ans. C’est pourquoi je me suis inquiété du coût économique, pour nos enfants, de l’attention parfois trop exclusive dont nous étions, nous, les vieux, l’objet privilégié.

F. W. : Quand je soutiens que tous les êtres humains ont une valeur égale, je ne parle pas de la valeur de leurs actes. Je parle de la valeur *a priori* de leur vie.

A. C.-S. : C’est pourquoi nos deux points de vue ne sont pas incompatibles. Mais la crise a mis au jour une tendance lourde de notre temps, que j’appelle le *pan-médicalisme* : **une idéologie qui fait de la santé la valeur suprême (à la place du bonheur, de l’amour, de la justice, de la liberté...)** et qui conduit du même coup à tout soumettre à la médecine – non plus seulement le traitement de nos maladies, ce qui est normal, mais la gestion de nos vies et de nos sociétés, ce qui est beaucoup plus inquiétant ! Souvenez-vous de cette

boutade de Voltaire : « *J'ai décidé d'être heureux parce que c'est bon pour la santé.* » Comme si le bonheur n'était plus qu'un moyen pour atteindre le but suprême que serait la santé, alors que depuis vingt-trois siècles on considérait à l'inverse que la santé n'était qu'un moyen – certes particulièrement précieux – pour atteindre ce but suprême qu'est le bonheur ! Autre exemple, un dessin de Sempé, représentant une femme seule, dans une église vide, en train de prier : « *Mon Dieu, Mon Dieu, j'ai tellement confiance en vous que, des fois, je voudrais vous appeler Docteur !* » **Dieu est mort, vive la Sécu !** Dernier exemple, la définition que l'OMS donne de la santé ? Non pas la simple absence de maladie mais un état de « *complet bien-être physique, mental et social* ». Si c'est ça la santé, je ne suis pas sûr d'avoir jamais vécu trois jours en bonne santé ! Car les états de « *complet bien-être* », c'est quand même une formidable exception ! Et les 4 millions de chômeurs ou d'exclus, je doute que leur bien-être soit complet... Relèvent-ils pour autant de la médecine ? **Dieu est mort, Marx est mort, vive les psychotropes !** Pour combattre les maux de notre société, je compte davantage sur la politique que sur la médecine. Et pour guider ma vie, je compte plus sur moi-même que sur mon médecin. La santé n'est pas une valeur, c'est un bien, comme tel désirable. Je peux envier quelqu'un qui est en meilleure santé que moi ; il serait stupide de l'admirer pour sa santé. En revanche, je peux admirer quelqu'un pour son courage, sa générosité, sa justice, son amour... Une société qui érige un bien, comme la santé ou l'argent, en valeur suprême est sur une mauvaise pente !

F. W. : Cette évolution se retrouve en philosophie, avec la promotion de la notion de *care*. Au départ de ce mouvement, on trouve des travaux en psychologie du développement qui montrent qu'aux mêmes âges, les petits garçons envisagent des notions abstraites de justice, alors que les petites filles sont plus attentives aux soins individuels. Eh bien, avec le Covid, nous avons peut-être basculé dans une société du « soin », où la justice n'est pas oubliée – songeons au fait que l'État a pris en charge 80 % des salaires des personnes en chômage partiel – mais moins considérée que le soin.

A. C.-S. : Soins et justice me paraissent moins opposés que complémentaires. Encore faut-il que l'on ne prenne pas soin de moi contre ma volonté ! J'ai beaucoup d'estime pour les gens qui travaillent dans les Ehpad. **Mais, pour ce qui me concerne, je préfère attraper le Covid-19, voire en mourir (si possible sans souffrance !), que vivre cinq ou dix ans en état de dépendance dans un Ehpad ou ailleurs.** Certains s'en sont scandalisés. Mais qu'est-ce que ce « sanitaire correct » qui interdit de dire ce qu'on pense ? Attention à l'ordre sanitaire ! Le tabac tue 70 000 personnes par an, rien qu'en France. Faut-il pour autant l'interdire ? Dans les restaurants, oui, très bien, puisque cela met en jeu la santé des autres. Mais celui qui fume sur son balcon ?

F. W. : Les libertariens font valoir le même argument contre le port obligatoire de la ceinture de sécurité : si je ne mets pas la ceinture, je suis plus libre de mes mouvements et je ne mets en danger personne d'autre que moi. Sauf que si je suis victime d'un accident sans ceinture ou si j'attrape un cancer du poumon en fumant, cela implique des coûts sociaux pour tout le monde. On ne peut pas être à la fois libertarien et défendre les services publics. C'est pourquoi le Conseil scientifique avait proposé que les personnes âgées ne soient pas déconfinées : elles risqueraient, non seulement d'être atteintes mais d'engorger les hôpitaux. On touche là à un « point pivot » de notre discussion. Dès lors que nous souhaitons un système de santé publique, collectif et assurantiel, la liberté individuelle et les décisions collectives sont imbriquées. Un jeune homme de 15 ans n'a presque aucune chance de mourir du Covid, mais il doit admettre qu'il risque de le transmettre en se promenant dans la rue. C'est ce qui est admirable dans le fait que tant de jeunes ont accepté le confinement. Ils ont assumé le fait qu'ils étaient liés matériellement au système de santé publique et moralement par l'impératif de ne pas répandre la maladie chez les plus âgés.

A. C.-S. : Sauf que la ceinture de sécurité n'est qu'une diminution infime de notre liberté. S'agissant du tabac et *a fortiori* du confinement, c'est tout autre chose ! J'ai arrêté de fumer il y a plusieurs années et je respecte scrupuleusement le confinement. Mais cela ne m'empêcherait pas de défendre la liberté des fumeurs si elle était menacée, comme j'ai trouvé étrange qu'on ait à ce point limité celle des joggeurs. Cela ne fait pas de moi un libertarien ! Soyons reconnaissants vis-à-vis de nos jeunes gens. Mais soucions-nous aussi, et peut-être plus qu'on ne l'a fait ces dernières semaines, de l'avenir que nous leur préparons !

F. W. : Avant cette crise, Greta Thunberg était la nouvelle héroïne mondiale. Elle disait en substance : « Pensez aux générations futures au lieu de penser à votre pouvoir, les vieux ! » Et puis, renversement avec le Covid : l'humanité, jeunes compris, s'arrête pour protéger les vieux. En réalité, ces deux attitudes ne sont pas contradictoires. Elles participent de l'idée qu'il y a au sein de l'humanité une solidarité intergénérationnelle. De ce point de vue, affirmer frontalement que des vies humaines valent plus ou moins en fonction de l'âge me semble problématique. Partons d'un point d'accord : la mort n'a pas de valeur, ce qui a une valeur *a priori*, c'est la vie. Il y a plusieurs manières de déterminer la valeur concrète d'une vie. Il y a sa valeur *actuelle* – au sens de sa productivité, de sa jeunesse et de sa vitalité, selon l'idéologie publicitaire contemporaine, et il serait très grave à cet égard de sacrifier les vies les moins productives. Ensuite, il y a la valeur *virtuelle* d'une vie, l'espérance qu'elle incarne. Et, en effet, l'on peut considérer qu'une vie d'un enfant de 5 ans a plus de virtualités que celle d'une personne de 85 ans. Cependant, pousser cet argument jusqu'au bout reviendrait à admettre que la valeur de la vie d'un enfant qui vient de naître ou d'un embryon est supérieure à celle de quelqu'un de 50 ans, comme le soutiennent les opposants à l'avortement. Troisième dimension, celle de l'attachement de chacun à sa propre vie. Quand on est jeune, qu'on n'a encore ni enfants ni métier, on traverse parfois des moments de dégoût, des envies de ne plus vivre, qui font que cet attachement est moins vif. Quand j'avais

20 ans, j'étais beaucoup moins attaché à la vie qu'aujourd'hui. Enfin, dernier élément, il y a les conditions dans lesquelles on meurt. Face à la dépendance ou à l'agonie, on peut souhaiter mourir en considérant que cette vie-là n'a plus de valeur. C'est l'argument en faveur de l'euthanasie. Voici des éléments qui nuancent fortement l'idée, que je partage en partie, selon laquelle la mort des plus jeunes est plus grave que la mort des plus âgés, qui est regrettable mais inévitable.

A. C.-S. : Qui n'a jamais prétendu sacrifier les vies les moins productives ? Pas moi, en tout cas ! Quant à la solidarité intergénérationnelle, j'y suis tout à fait attaché. Mais c'est une solidarité ordinairement asymétrique, et qui doit l'être. Je préfère que les parents se sacrifient pour leurs enfants, comme c'est la règle, que l'inverse ! Qui d'entre nous ne donnerait pas sa vie pour ses enfants ? Qu'il accepterait qu'ils donnent la leur pour sauver la nôtre ? Pour le reste, et en guise de conclusion, je n'ai aucune gêne, cher Francis, à ne pas pousser mon raisonnement jusqu'au bout. « *Anankè sténai* », disait Aristote, « *il faut bien s'arrêter quelque part* » !

Propos recueillis par MARTIN LEGROS